

# Énergies renouvelables : les coopératives citoyennes gagnent du terrain

❑ Déclaration d'intérêts : Benjamin Huybrechts a reçu des financements de la Politique Scientifique Fédérale Belge (BELSPO).

❑ Partenaires : **EM Lyon** apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France



Le modèle coopératif a émergé ces dernières années en Europe dans le secteur de l'énergie. **Shutterstock**

Dans le domaine des énergies renouvelables, les coopératives citoyennes connaissent un véritable boom en Europe. Elles se comptent par centaines en Allemagne et au Danemark, et se développent aussi par dizaines en France (avec par exemple **Enercoop**), en Belgique (**Ecopower**), au Royaume-Uni (**Energy4All**), en Italie et aux Pays-Bas.

De nouvelles initiatives très prometteuses commencent également à voir le jour en Europe du Sud et de l'Est. Pour peser davantage dans les débats sur l'énergie, ces coopératives se sont regroupées au sein de la fédération européenne **Rescoop.eu** (l'acronyme *Rescoop* signifiant Renewable Energy Source Cooperative).

## Les facteurs d'émergence

Plusieurs facteurs expliquent l'**émergence** et le **développement** de ces coopératives.

S'y exprime notamment la volonté de nombreux citoyens de choisir **une exploitation locale** plutôt qu'une appropriation privée par des entreprises déconnectées du territoire concerné, pour ces sources d'énergie renouvelable vues comme des **"biens communs"**.

Elles incarnent ainsi une forme de résistance envers les nombreux projets d'énergies renouvelables qui ne prennent pas en compte le point de vue des riverains, ou alors uniquement en tant que partie prenante à dédommager. Elles répondent à une volonté de transparence plus grande quant à la qualité verte de l'énergie produite, rendue souvent problématique par une traçabilité aléatoire. Enfin, elles parviennent à mobiliser une partie de l'épargne des citoyens, en encourageant ceux-ci à opter pour des projets locaux et porteurs de sens.

De nombreux citoyens ne se contentent plus aujourd'hui d'être de simples consommateurs passifs, laissant la production et l'approvisionnement énergétique aux seules mains des grandes entreprises. En cela, l'action des coopératives rejoint un mouvement plus large qui propose de passer de la

revendication à l'action économique, via des initiatives d'économie sociale et solidaire.

## Les freins

Pour autant, en dehors de pays comme l'Allemagne et le Danemark, les coopératives d'énergie renouvelable rencontrent des résistances importantes qui freinent leur déploiement.

Dans la plupart des pays, le système de production énergétique est très centralisé. La législation est adaptée aux grandes entreprises et ne permet pas toujours à des groupements citoyens de s'investir dans la production, et surtout dans la fourniture d'énergie. Et il s'avère souvent compliqué de rassembler du capital auprès d'une multitude de citoyens.

De nombreux acteurs, au premier rang desquels les distributeurs d'énergie, les banques et les pouvoirs publics, peinent à comprendre et à reconnaître ces nouvelles formes organisationnelles "hybrides", tenant à la fois de l'entreprise et du groupement citoyen.

## Les bénéfices de la mise en réseau

Les coopératives citoyennes sont encore marginales dans le marché énergétique européen, en dépit de leur croissance et de performances notables dans certains pays comme l'Allemagne où leur part dans la production d'énergie éolienne est estimée à 16 %. C'est pour renforcer et promouvoir leur modèle organisationnel au niveau européen que les coopératives ont créé la *Fédération Rescoop.eu*. En collaboration avec d'autres acteurs, les actions de *Rescoop.eu* parviennent à bouger un certain nombre de lignes dans le débat énergétique européen pour repositionner le citoyen comme un acteur économique à part entière.

En à peine quelques années, *Rescoop.eu* est parvenue à fédérer plus de 1 300 coopératives et à devenir un interlocuteur majeur sur les questions de "démocratie énergétique". À ce titre, elle a renforcé la prise en compte des citoyens dans l'élaboration des directives européennes, qu'il s'agisse du "Winter Package" ou des nouvelles directives et régulations sur l'électricité actuellement en préparation (notamment au sein du comité Industrie, recherche et énergie).

Comment expliquer qu'un réseau très récent, constitué d'organisations elles-mêmes nouvelles, soit parvenu à faire de la place pour ce modèle économique centré sur le citoyen ? Dans cette perspective, notre étude a identifié trois grands rôles remplis par *Rescoop.eu*.

## □ Une influence devenue tangible

Le réseau a permis, en premier lieu, de renforcer la réflexivité collective de ses membres face aux problématiques du secteur des énergies renouvelables. Les membres fondateurs se sont régulièrement réunis pour y définir leur place et affirmer leur valeur ajoutée. Ils ont commencé par dénoncer les contradictions du secteur – et tout particulièrement l'appropriation privée des "biens communs" que sont les sources d'énergie renouvelable (soleil, vent, biomasse, etc.) –, ainsi que les fortes barrières à l'entrée qui portent préjudice aux petits acteurs ; des barrières en contradiction avec le discours de libre marché prôné par la Commission européenne.

Plutôt que de remettre en cause cette logique du libre marché, les membres de *Rescoop.eu* l'ont utilisée pour dénoncer la situation oligopolistique des marchés de l'énergie. Le réseau a milité pour la

reconnaissance du citoyen dans les textes législatifs européens, se présentant comme un acteur capable de porter un projet économique.

Notre étude montre que la mise en exergue du citoyen au cœur de la transition énergétique, coordonnée par *Rescoop.eu*, a eu une influence réelle sur les orientations de la Commission européenne, qui pouvait difficilement s'opposer à cette vision.

## □ Un espace d'expérimentation

Une fois ce travail de sensibilisation entamé, *Rescoop* a concentré ses efforts sur la codification de son modèle organisationnel, s'appuyant sur le modèle coopératif pour rassembler une série de structures et de pratiques disparates. Il a enrichi ce modèle en y intégrant une composante environnementale et une dimension citoyenne.

Grâce à une réflexion collective et à l'échange de pratiques, le réseau a servi d'espace d'expérimentation pour concevoir et communiquer le schéma directeur de la coopérative d'énergie renouvelable. Le réseau a développé autour de ce modèle une charte et une série de bonnes pratiques permettant aux nouvelles initiatives de s'y identifier et de l'assimiler rapidement.

## □ Au-delà de l'échelle locale

Dernier axe de travail : la promotion du modèle *Rescoop*, avec la création d'alliances au niveau européen et un argumentaire commun, a permis de dépasser la résonance régionale ou nationale développée par chaque coopérative.

Le réseau a fédéré un grand nombre d'acteurs, insatisfaits par la politique énergétique européenne et sensibles à l'approche citoyenne (les *communities*). Parmi ces soutiens, des mouvements de protection de l'environnement et des acteurs de la transition écologique (comme *Greenpeace* et les *Amis de la Terre*), le mouvement coopératif et les réseaux d'économie sociale et solidaire (comme *Cooperatives Europe*), les réseaux de pouvoirs publics locaux (à l'image du *Covenant of Mayors*) ou encore des associations de consommateurs...

Grâce à cette voix collective, ils sont désormais reconnus comme des interlocuteurs majeurs du secteur.

## □ Un exemple pour d'autres secteurs

Le développement rapide et fructueux de *Rescoop.eu* constitue un exemple intéressant, non seulement dans le cadre de son apport spécifique à la démocratisation du marché européen de l'énergie, mais également en tant que source d'inspiration pour d'autres secteurs d'activité.

Illustration de nouvelles formes de réseaux d'économie sociale et solidaire, le développement de *Rescoop.eu* montre comment citoyens et collectifs, initialement disparates et économiquement faibles, peuvent s'allier pour s'affirmer comme des acteurs économiques au niveau international.

Dépassant la logique de la contestation ou du plaidoyer, *Rescoop.eu* incarne de nouvelles modalités d'action économique citoyenne en vue de lutter contre la concentration du pouvoir aux mains des grandes entreprises et de réorienter le marché vers le service à la collectivité.